



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 10 JUIN 2020

En raison des restrictions de mouvement et de réunion à Kinshasa, ce document remplace la conférence de presse ONE UN.

Pour toute question, merci de contacter :

- **Porte-parole MONUSCO et Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies Mathias Gillmann : 099 706 9920**
- **Porte-parole militaire Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo : 081 890 7160**
- **Relations avec les médias Adèle Lukoki : 081 890 7706**

ITURI :

En raison des activités criminelles de groupes d'assaillants dans les territoires de Djugu et Mahagi en Ituri, des milliers de civils y compris des femmes et des enfants, ont été contraints de fuir leurs milieux d'origine vers des lieux jugés plus sûrs à travers la province. Certains d'entre eux se trouvent à Muzipela et Kigonze à Bunia, où des humanitaires ont demandé à la MONUSCO son soutien technique pour l'extension du camp de déplacés de Kigonze.

Les ingénieurs népalais de la MONUSCO réalisent ces travaux depuis le 1er juin 2020, notamment la construction d'une route interne de 250 mètres de long et 12 mètres de large sur le site, la réhabilitation de 600 mètres de route d'accès au site, la coupe et l'enlèvement d'arbres, de racines d'arbres et de végétation dans la zone du site pour le défrichage ; les travaux portent également sur le nivellement et le compactage de 7 hectares de terrain sur lesquels l'extension sera réalisée ou encore l'excavation de 50 fosses septiques pour servir de latrines.

Par ailleurs, la MONUSCO a procédé le jeudi 4 juin 2020 au lancement des travaux de réhabilitation du pont Kolomani, situé à environ quatre kilomètres du centre-ville de Bunia dans la Commune de Shari. Cet ouvrage de 34 mètres de long et 4 mètres de large va faciliter les déplacements des usagers de la route qui relie Bunia à Mongbwalu dans le territoire de Djugu. Il permettra également aux forces de sécurité congolaises et de la MONUSCO de se mouvoir plus facilement lors des interventions dans le cadre de la protection des civils et de la lutte contre les groupes armés.

Enfin, une mission du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme s'est rendue du 30 mai au 2 juin 2020 dans le Groupement Bandavilema en chefferie de Walesu Vokutu à plus de 155 Km de Bunia, pour documenter et vérifier les allégations des violations des droits de l'homme et principalement les exécutions sommaires commises par les ADF sur l'axe Ndalya, Luna-Samboko. A l'issue de la mission, le bureau a confirmé 66 civils exécutés, des enlèvements de 3 personnes et de nombreux cas d'atteinte aux droits

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

de propriété par pillages de biens domestiques, de bétail essentiellement de chèvres et incendies de maisons. Le bureau a confirmé la présence de Mayi-Mayi qui opèrent avec la coalition des ADF dans la Zone.

SUD-KIVU :

La Police et la section des Affaires civiles de la MONUSCO ont organisé le vendredi 5 juin 2020, à Uvira, dans le Sud-Kivu, une sensibilisation sur la redynamisation du Conseil local pour la sécurité de proximité, CLSP, pour une vingtaine de participants, dont le maire de la ville, des officiers du ministère public, les commandants des commissariats de Police et chefs de quartiers.

L'objectif est de créer un cadre de concertation entre les acteurs publics de la sécurité, les représentants des communautés et de la Société civile pour mieux lutter contre l'insécurité dans cette ville du Sud-Kivu. La Cheffe du sous-secteur de la Police MONUSCO Uvira a insisté sur le besoin d'une police de proximité, non seulement « partie intégrante de la population, mais également une police préventive qui doit vivre non 'en face', mais 'dans' la population ».

Les participants ont par ailleurs bénéficié de notions sur le cadre local de la police pour la sécurité de proximité, CLSP. Un cadre qui est non seulement à organiser dans la cité d'Uvira, mais aussi à redynamiser à travers tout le territoire du même nom, et dans ses différentes chefferies, compte tenu de son importance sur le plan socio-économique et sécuritaire des entités.

KASAI :

Au Kasai, la MONUSCO a conclu le 5 juin la troisième phase de deux jours du dialogue structuré et social à Kamonia (à 51 km au sud-est de Tshikapa). Plus de 65 personnes, dont 26 femmes représentant 21 communautés locales du Kasai, ont participé à l'activité dans le respect des mesures de prévention du COVID-19 et la distanciation sociale.

Ce dialogue a pour but de réconcilier les communautés affectées par l'insurrection des miliciens Kamuina Nsapu. Plusieurs séquelles de cette insurrection impliquant les communautés Tshokwe-Pende contre Lulua-Luba, assimilée au Kamuina Nsapu, sont encore visibles à Kamonia.

DONS :

La Police des Nations Unies à Kananga a fait confectionner plus de 2000 masques en tissu pour les agents de la Police nationale congolaise (PNC). Fabriqués par des adolescents en conflit avec la loi qu'encadre l'UNICEF dans deux centres de la ville, ces cache-nez ont été remis au commissaire provincial de la PNC du Kasai Central lors d'une courte cérémonie à l'état-major de la police à Kananga. En plus de ces masques, ce sont des thermos flash, des gels hydroalcooliques et des dispositifs de lavage des mains que le commissaire provincial a réceptionné en présence de ses collaborateurs.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

En outre, la Police des Nations Unies a remis le 5 juin 2020 au Commissariat urbain de la Police nationale congolaise (PNC) de Butembo, deux véhicules, trois conteneurs de bureaux, un groupe électrogène, deux numéros verts et du matériel informatique pour permettre à la Police nationale de renforcer sa mobilité sur terrain et améliorer ses conditions de travail.

SITUATION MILITAIRE

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul DJEHOUNGO, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Le commandant de la force de la MONUSCO, le Général Costa Neves, a effectué du 3 au 6 juin 2020, une visite d'inspection opérationnelle qui l'a conduit à Matumbo et Mamove en territoire de Beni au Nord-Kivu puis à Minembwe, Mikenge et Bijombo au Sud-Kivu. L'objectif de cette visite était de discuter de la problématique de la sécurité dans la région des Kivu avec les principaux acteurs locaux aussi bien de la MONUSCO que des FARDC. Le commandant de la Force a saisi l'opportunité pour visiter le camp des personnes déplacées internes de Mikenge victime d'une attaque des Mayi-Mayi le 28 mai 2020.

Dans le cadre de la protection des civils, plus de 3 500 activités opérationnelles de tout genre ont été effectuées par la Force sur l'ensemble de sa zone de responsabilité au cours des deux dernières semaines. Elles ont permis d'une part de prévenir l'occurrence d'exactions sur les populations et d'autre part, aux FARDC de neutraliser plusieurs éléments de groupes armés au cours de leurs opérations.

Les principales informations sur la situation sécuritaire par région se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, en raison de la recrudescence des attaques menées par les assaillants du groupe CODECO, la Force y a développé une approche intégrée en renforçant les unités initialement déployées en plus des Forces spéciales par des moyens aériens d'attaque et des vecteurs de reconnaissance et d'acquisition du renseignement. D'intenses patrouilles menées par des unités mécanisées notamment dans les régions où se trouvent installés des camps de personnes déplacées internes ont permis de n'enregistrer aucune exaction sur ces dernières au cours de la semaine écoulée. Des patrouilles pédestres ont été également effectuées notamment le 1^{er} juin dans les territoires de Djugu et Mahagi par les Forces spéciales guatémaltèques. Le 8 juin 2020, le dispositif d'alerte mis en place a permis à la Force, à partir de sa base de déploiement de Bayoo, d'intervenir promptement afin de repousser des assaillants qui aux environs de 23 heures, ont lancé une attaque sur le village de Lenge en chefferie de Bahema Badjere dans le territoire de Djugu.

Dans le territoire de Beni, les opérations conjointes avec les FARDC se sont accrues avec l'emploi des drones de la Brigade d'intervention de la Force, utilisés pour l'acquisition de renseignements précis. En effet, plusieurs bastions ADF ont pu être démantelés, notamment dans le triangle de la mort, grâce à ces moyens. Il convient de mentionner que la communauté de Mamove a adressé une lettre de remerciement pour témoigner sa reconnaissance à la Force par rapport à la restauration d'un climat de sécurité plus favorable depuis l'installation d'une base de déploiement temporaire.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, le 26 mai 2020, la base temporaire de Tongo (20km à l'ouest de Rutshuru) accompagnée d'une équipe conjointe de protection, a été déployée dans la région afin de prévenir des exactions contre les populations civiles en raison des affrontements entre les FARDC et les FDLR. Dans

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

la même veine, la base temporaire de Nyabiondo a été redéployée dans la localité de Bihambwe. Une patrouille hélicoptérée a été effectuée à Lukweti en vue de marquer la présence de la Force, puis de dissuader les groupes armés.

Dans la province du Sud-Kivu, le 28 mai, la base de déploiement de Mikenge a repoussé avec succès une attaque provenant de 3 fronts différents et lancée par plus de 200 combattants Mayi-Mayi, dont beaucoup portaient des uniformes des FARDC ; assurant ainsi une protection aux personnes déplacées internes (IDP) dont le camp jouxte la base. On dénombre 11 morts et 13 blessés parmi les assaillants tandis que cinq déplacés et deux soldats de la MONUSCO ont été blessés puis évacués. Il s'ensuivit un ratissage autour de la base de Mikenge et des patrouilles de dissuasion autour de celles de Minembwe et Bijombo).

Au titre des actions civilo-militaires, il convient de mentionner la réhabilitation par la Compagnie indonésienne de Génie de la route de Kasinga menant à la base FARDC de Kididiwe jusqu'à hauteur de Lahe. La réhabilitation de cet axe long de 6 km facilitera en effet les opérations contre les groupes armés, l'acheminement des flux logistiques, l'évacuation éventuelle de blessés au combat ou de malades.

La même compagnie de Génie a procédé le 8 juin 2020 ensemble avec l'Office des routes (OR), à la pose de la première pierre des travaux de réhabilitation du pont d'Halulu sur l'axe Kasindi- Beni qui rallie entre autres la RDC à l'Ouganda voisin.

EQUIPE DE PAYS

EBOLA :

Une nouvelle analyse de la séquence génétique effectuée par l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) de la République démocratique du Congo (RDC) a révélé que le virus Ebola nouvellement identifié circulant dans la province de l'Équateur, à l'ouest de la RDC, est différent de celui qui a infecté plus de 3 400 personnes dans l'est du pays.

La 11^e épidémie d'Ebola en RDC a été annoncée le 1^{er} juin 2020 après qu'un groupe de cas ait été détecté dans la région de Mbandaka, dans la province de l'Équateur. L'analyse du séquençage génétique de l'INRB a également révélé que le virus de la dernière épidémie est distinct du précédent qui a frappé la même région en 2018. L'enquête est en cours pour déterminer la source du nouveau foyer, mais il est probable qu'il soit d'origine animale.

« Nous ne sommes pas surpris de constater qu'il n'y a aucun lien entre l'épidémie actuelle à Mbandaka et les deux précédentes. Les foyers actuels d'Ebola sont très éloignés les uns des autres et une interdiction de vol est en vigueur en raison du COVID-19 », a déclaré Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique. « Les autorités sanitaires nationales, soutenues par l'OMS et ses partenaires, ont mené une action efficace contre le virus Ebola dans l'est de la RDC, malgré d'énormes difficultés. Nous espérons que la même expertise nationale sera mise à profit pour surmonter l'épidémie actuelle à Mbandaka. »

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

L'OMS compte plus de 20 employés sur le terrain pour soutenir le ministère de la Santé et ses partenaires dans leur réponse à l'épidémie de Mbandaka et dans la communauté rurale de Bikoro. Du personnel supplémentaire arrivera cette semaine pour aider le ministère de la Santé à contenir l'épidémie. Au cours des deux dernières années, l'OMS a travaillé avec le ministère de la Santé de la RDC, les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, le Mouvement de la Croix-Rouge, l'UNICEF et d'autres partenaires pour renforcer la capacité de réponse aux épidémies d'Ebola en RDC.

« Le virus Ebola est endémique dans les réservoirs animaux de la RDC, c'est pourquoi on s'attendait à l'apparition de nouveaux cas », a déclaré Dr Moeti. « Bien que la nouvelle épidémie d'Ebola à Mbandaka représente un défi, c'est un défi que nous sommes prêts à relever. Avec chaque expérience, nous réagissons plus rapidement et plus efficacement. »

En collaboration avec le ministère de la Santé et ses partenaires, l'OMS a déployé des vaccinateurs dans les zones touchées. Plus de 600 personnes ont été vaccinées dans les zones de santé de Mbandaka et Wangata.

Jusqu'à présent, 2 200 doses de vaccin ont été livrées et d'autres sont attendues à la fin de la semaine. L'OMS s'est engagée à appliquer les enseignements tirés des précédentes épidémies d'Ebola, notamment en renforçant l'engagement auprès des communautés et en faisant en sorte que les autorités sanitaires locales dirigent la riposte au niveau local. L'OMS a pris contact avec les principaux groupes communautaires, tels que les chefs de communauté, les chefs religieux et les groupes de jeunes dans les zones touchées.

REFUGIES :

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, souligne qu'une sévère pénurie de fonds met en péril la vie de centaines de milliers de personnes en RDC, alors que la violence ininterrompue et la pandémie de COVID-19 dégradent les conditions de vie déjà déplorables de plus de cinq millions de personnes déracinées.

Le HCR prévient que, sans une injection urgente de fonds, le sous-financement aura un impact dévastateur sur les programmes humanitaires essentiels. Les activités pour aider et protéger les réfugiés et les déplacés internes ne sont financées qu'à hauteur de 20 pour cent du montant total nécessaire de 168 millions de dollars.

Cette pénurie de fonds met sérieusement en péril les efforts pour apporter de l'aide dans le cadre de multiples situations d'urgence humanitaire, ce qui laisse de nombreuses personnes vulnérables sans nourriture, ni eau, ni abris, ni installations de santé et d'hygiène dans un contexte de propagation rapide du Covid-19 à travers le pays.

Les personnes déplacées internes en RDC par des cycles répétés de conflits constituent la plus importante situation de déplacement interne en Afrique – ce qui représente, au niveau mondial, une part de 10 pour cent du nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Ces derniers mois, des centaines de milliers d'autres personnes ont été déplacées dans l'est et le nord de la RDC, à la suite d'attaques brutales de divers groupes armés, de violences intercommunautaires et de catastrophes naturelles.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Le pays accueille également plus d'un demi-million de réfugiés, principalement originaires du Rwanda, du Burundi, de la République centrafricaine (RCA) et du Soudan du Sud.

Bien que la situation humanitaire globale demeure alarmante, le HCR est contraint à des choix difficiles qui privent de nombreuses personnes en détresse de l'aide vitale dont elles ont grandement besoin.

Les réfugiés rwandais, qui vivaient dans des communautés aujourd'hui déplacées par des vagues successives de violence au Nord et au Sud-Kivu, comptent parmi les personnes affectées. Le manque de financement entrave également les efforts visant à trouver des solutions durables pour ces réfugiés, pour lesquels le gouvernement congolais s'est montré ouvert à faciliter les permis de long séjour et l'intégration locale.

Au camp de réfugiés de Mole, dans la région du Sud-Ubangi, des ressources supplémentaires sont nécessaires afin que 15 000 réfugiés centrafricains aient accès au volume d'eau nécessaire minimum de 20 litres par personne et par jour. C'est aujourd'hui crucial alors qu'en plus de la pandémie de COVID-19, les réfugiés et leurs communautés d'accueil ont besoin d'eau potable pour se protéger contre le choléra endémique et ce qui est désormais l'épidémie de rougeole la plus prolongée au monde.

Le financement actuel limite également les activités du HCR pour soutenir les 120 000 réfugiés centrafricains vivant en dehors des camps, et qui représentent environ 70 % des réfugiés centrafricains en RDC.

Le manque d'éducation pour 6 000 réfugiés sud-soudanais en âge de fréquenter l'école secondaire augmente également, et 92 % d'entre eux ne sont toujours pas scolarisés. Alors que le HCR a lancé un programme limité d'inscription des réfugiés à l'école secondaire, des fonds supplémentaires sont nécessaires pour aider à la construction et à la rénovation des bâtiments scolaires qui accueillent des élèves provenant à la fois des communautés réfugiées et locales.

Plus de 47 000 réfugiés burundais pourraient ne pas être en mesure d'accéder aux services de santé de base dans le Sud-Kivu. Cela aura également un impact sur l'autonomie de ces réfugiés, car ils attendent un soutien pour leurs activités agricoles afin de réduire leur dépendance aux rations alimentaires fournies par le Programme alimentaire mondial (PAM).

Le sous-financement continu nuit également aux programmes du HCR en matière d'hébergement, et plus particulièrement à son travail de décongestion des sites et des zones d'hébergement pour les déplacés.

L'épidémie de COVID-19 aggrave encore les risques auxquels sont confrontées les familles déplacées qui sont dans l'incapacité de rentrer chez elles en raison de la violence continue et qui vivent souvent dans des sites de déplacement surpeuplés ou au sein de familles d'accueil démunies. Leur situation ne permet pas d'appliquer les mesures de distanciation sociale alors que l'accès à l'eau, aux systèmes d'assainissement et aux installations sanitaires est également limité.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

UNICEF :

Une cargaison de l'UNICEF de 3,7 mètres cubes de fournitures sanitaires vitales a atterri hier à Goma à bord d'un vol organisé par l'Union européenne (UE) pour transporter des fournitures humanitaires vitales et d'autres approvisionnements en appui à l'intervention COVID-19. Un autre vol transportant 183 mètres cubes de fournitures atterrira à Kinshasa, le 19 juin. Un troisième vol arrivera à Kinshasa à la fin du mois de juin.

L'envoi comprend des kits de réanimation, du matériel chirurgical de base, des canules nasales pour l'administration d'oxygène, de l'hydrocortisone, des antibiotiques, de la vitamine A et des intrants nutritionnels. Les fournitures seront distribuées aux centres de santé et aux hôpitaux traitant les patients atteints de la COVID-19 dans les provinces les plus touchées de la RDC.

Alors que les cas de COVID-19 continuent d'augmenter en RDC, la réponse de l'UNICEF se concentre sur l'apport de fournitures sanitaires vitales, l'amélioration des mesures WASH et de prévention et de contrôle des infections dans les établissements de santé et dans la communauté, la fourniture d'un soutien psychosocial aux familles touchées et à leurs enfants, l'engagement des communautés dans des activités de communication visant à prévenir la propagation du virus, et la fourniture d'outils d'apprentissage à distance aux enfants qui ne peuvent pas aller à l'école en raison des fermetures.

UNFPA :

Le Bureau-pays du Fonds des Nations Unies pour la Population en République démocratique du Congo (RDC), après avoir équipé et outillé tous les Centres Intégrés des Services Multisectoriels pour la prise en charge des violences basées par le genre (CISM) de Kinshasa dans le cadre de la riposte contre le Coronavirus (COVID-19), a lancé une nouvelle croisade contre la propagation de la pandémie de coronavirus dans 60 maternités de la ville-province de Kinshasa et dans 10 autres maternités des provinces affectées.

A travers cette action, l'UNFPA met à la disposition des sages-femmes, infirmiers, anesthésistes et médecins, des matériels de protection et de contrôle des infections (PCI) dans 70 maternités très fréquentées par la population et par conséquent à haut risque de contamination aussi bien des personnels de santé que des femmes enceintes et leurs nouveau-nés.

Cet appui qui a commencé le 1^{er} juin a déjà couvert 25 maternités de la ville-province de Kinshasa. Il est une suite logique de la formation récente de 120 sages-femmes en prévention et contrôle de l'infection (PCI) en collaboration avec le gouvernement, la commission PCI du CMR-COVID-19, l'OMS, SCOSAF. Cette action permet de doter les formations sanitaires identifiées de thermomètres frontaux à infrarouge, de combinaisons de protection avec capuche, des masques chirurgicaux et des équipements réutilisables comme les tabliers de protection en PVC, les lunettes de protection rigides, des gants mais aussi des kits lave-mains, du savon, la solution hydro alcoolique entre autres.

L'UNFPA dote aussi lesdites formations sanitaires et leurs espaces publics de kits de désinfections tout en réservant des kits de dignité aux personnes vulnérables touchées par la maladie. Cette opération qui mobilise

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

plus de 308 700 USD a pour objectif de protéger la force de travail des prestataires de soins, renforcer la confiance des usagers sur le caractère sain des maternités et d'assurer que nul ne meurt en voulant donner la vie ou en aidant les femmes à donner la vie.

Bien que les effets néfastes de COVID-19 sur les femmes enceintes, femmes allaitantes, femmes et filles en âge de procréer soient peu connus, les changements physiques et sur le système immunitaire qui surviennent pendant la grossesse sont bien documentés et constituent des facteurs de vulnérabilité. Les suites maternelles et néonatales défavorables sont incertaines et surtout limitées à l'infection pendant le troisième trimestre de grossesse avec des cas de rupture prématurée de membranes, détresse fœtale et accouchement prématurés.

Les femmes enceintes avec des maladies respiratoires doivent être traitées en toute priorité et avec rigueur due au risque élevé de suite obstétricale défavorable et les unités ou services de soins prénatales, néonatales et maternels doivent être séparés des cas identifiés de COVID-19. Les grossesses et accouchements sans risque dépendent de systèmes de santé fonctionnel avec un strict respect des précautions contre les infections.

Les unités de soins prénatals, néonatales et maternels doivent être séparées des unités traitant des cas de COVID-19. Ceci permet à l'UNFPA de se rapprocher de son ambition, à savoir éliminer tous les décès maternels évitables, et réaliser l'objectif de zéro transmission du COVID-19 dans les maternités.

FAO/ SUD-KIVU :

La FAO s'engage à booster une dynamique de développement communautaire dans la chaîne de valeur aquaculture et pêche dans le Sud-Kivu. La province dispose désormais des agents capables d'inciter une dynamique de développement communautaire dans la chaîne de valeur aquaculture et pêche. En effet, 90 délégués sélectionnés dans les sites de Bukavu, Uvira et Fizi et constitués de différentes associations bénéficiaires, des pisciculteurs indépendants, des membres de comité de surveillance de frayères et des techniciens IPAPPEL, ont bénéficié des formations sur l'organisation, la structuration et la promotion des associations de pisciculteurs et pêcheurs artisanaux. L'objectif principal de toutes ces formations est d'améliorer leur organisation, gestion et fonctionnement à la base et faciliter l'encadrement, l'accompagnement et le suivi technique des activités des bénéficiaires.

Pendant deux jours et pour respecter les mesures de distanciation exigées pour barrer la route à la pandémie de la COVID-19, 6 formations dont 2 par sites ont été organisées pour 15 participants. Les participants ont surtout appris les notions essentielles sur le rôle, la création, le fonctionnement et la gestion d'une association professionnelle, d'une coopérative et d'une structure faitière d'associations professionnelles.

Cette activité qui se réalise dans la zone du Projet Intégré de Croissance Agricole dans les Grands Lacs (PICAGL) dans laquelle les pertes post captures énormes ont été identifiées parmi les principales contraintes au développement des activités de pêche va concourir certainement à réduire ces pertes, grâce à l'approche imprimée par la FAO et qui consiste à introduire auprès des acteurs de la filière poisson, l'usage de nouvelles techniques et de nouveaux équipements, tout en assurant également la promotion de l'aquaculture. L'objectif principal étant de contribuer à l'accroissement durable de la production halieutique nationale.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28